

## [Text]

working from dawn until dark, cannot get a pound of fish from the offshore to put in their plants. They never had any government dollars, did not want any government dollars. But the big boys have got the government dollars. And they can go out and leave fish in the water out of their corporate enterprise allocation. That is another sick Newfoundland joke.

## • 2015

Can you imagine how the foreigners are going to come and lobby on that one in Canada, saying you cannot even catch your own quota? The biggest trawler company in the world cannot catch their own corporate allocation off Newfoundland. Excuses can be given, but not to my satisfaction on that one.

So that issue of taking out the foreigners; the key thing to that is that the fish that these foreign allocations, or allocations given to the foreign fishing fleets, part of these quotas should automatically be given to those independent operators, financially independent from government, private sector to the ultimate, private sector enterprise working to the ultimate, take part of these foreign quotas and let these so called resource-short plant companies harvest that fish. But oh no, the federal bureaucrats will say to them: Oh, no, you cannot catch that fish because if you catch it you have to use Canadian vessels to catch it. Now, how foolish. Do you think Fishery Products International is going to land fish for Ed James out in Hants Harbour or for Ocean Harvesters Ltd in Harbour Grace just as they went into bankruptcy? Or for the Quinlan Brothers Ltd or for the Earle Brothers Fisheries Ltd over in Carbonear? No way. Is National Sea going to land fish for any other companies? No way. So how foolish to have bureaucrats saying you must get Canadian vessels to land that quota from the offshore to put in your plants.

Take out the foreign allocation. Let the independent companies in Newfoundland . . . I am not that much opposed to Nova Scotia and P.E.I. getting a bit as well. If there is any surplus to the needs of our plants in the northeast coast in particular, why not? It is far better today, gentlemen, to share with our own fellow Canadians than to have foreigners taking the fish from our waters. So let them engage, let them charter foreign vessels. There will be lots lying idle if we ban them all from our 200-mile limit. Go out and charter foreign vessels. Go first Canadian and if there are none there, charter foreign, and have that fish landed and processed that they catch in our plants in Atlantic Canada, and in Newfoundland in particular.

## [Translation]

du Canada va laisser 25 millions de livres de poisson au fond de l'eau, du moins à Terre-Neuve? Est-ce possible? Cette compagnie possède un peu plus de 70 chalutiers de grande pêche, des chalutiers de pêche fraîche, et ils vont terminer l'année civile avec un «manque à pêcher» de 25 millions de livres, pendant que ces autres entrepreneurs—qui vont travailler chaque jour, qui, jour après jour, dirigent les usines du matin jusqu'au soir—ne peuvent approvisionner leurs usines avec une seule livre de poisson provenant des eaux côtières. Ces petits entrepreneurs n'ont jamais eu de subventions et n'en ont jamais voulu. Mais les gros entrepreneurs bénéficient de l'aide financière du gouvernement. Et ils ont le loisir de ne pas prendre tout le poisson qu'on leur donne le droit de pêcher en tant qu'entreprise. C'est une autre mauvaise plaisanterie de *Newfie*.

Pouvez-vous imaginer combien les pays étrangers vont utiliser cet argument pour faire des pressions et nous remettre sur le nez que nous ne sommes même pas capables de prendre notre propre contingent? La plus grosse entreprise de pêche au chalut au monde ne réussit pas à prendre au large de Terre-Neuve tout le contingent qui lui est attribué. On peut bien trouver des excuses, mais à mes yeux, elles ne tiennent pas.

Revenons aux contingents accordés aux étrangers; si on les supprimait, si les contingents attribués aux flottes de pêche étrangères étaient supprimés, on pourrait automatiquement attribuer ces contingents aux pêcheurs indépendants, financièrement indépendants du gouvernement, en fin de compte au secteur privé, aux entreprises du secteur privé, qui pourraient se partager ces contingents qu'on accorde aux étrangers et faire en sorte que ces entreprises qu'on dit à court de ressources prennent ces poissons. Mais non, les bureaucrates fédéraux leur rétorquent: vous ne pouvez pas prendre ce poisson, parce que pour le faire, il faut avoir des navires canadiens. Mais c'est d'un ridicule! Pensez-vous que les Pêcheries internationales Ltée vont aller débarquer du poisson dans les usines d'Ed James, à Hant's Harbour, ou d'*Ocean Harvesters Ltd*, à Harbour Grace, juste au moment où ils viennent de faire faillite? Ou dans les usines de *Quinlan Brothers Ltd* ou d'*Earle Brothers Fisheries Ltd*, à Carbonear? Est-ce que *National Sea* va aller débarquer du poisson aux usines d'autres compagnies? Pas du tout. Alors, comme il est ridicule que des bureaucrates disent qu'il faut que ce soit des navires canadiens qui aillent débarquer dans nos usines ce contingent pris au large des côtes.

Supprimons les contingents attribués aux flottes de pêche étrangères. Laissons les entreprises indépendantes de Terre-Neuve . . . Mais je ne vois pas pourquoi la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard ne pourraient pas en profiter également. Si nos usines, celles de la côte nord-est en particulier, ne suffisent pas à la tâche, pourquoi pas? Par les temps qui courent, il vaut beaucoup mieux, messieurs, partager avec nos concitoyens canadiens que de laisser les étrangers venir se servir dans nos eaux. Alors, laissons-les travailler, laissons-les affréter des navires étrangers. Il va y avoir beaucoup de navires inactifs si on interdit aux flottes de pêche étrangères de venir dans notre zone de 200 milles. N'hésitons pas à affréter